

# Intempéries en Espagne : « Comme toujours, ce sont les plus modestes qui paient le prix fort »

Dans la région de Valence, les inondations meurtrières ont touché les villes de banlieue modeste. Les habitants ont perdu maison, voitures, travail... Une semaine après la catastrophe climatique, élus, résidents et militants craignent une crise sociale d'ampleur.

[Manuel Magrez](#)

5 novembre 2024 à 20h47

**PaiportaPaiporta, Alfafar, Valence, Chiva (Espagne).**— Paiporta ressemble à toutes ces communes de banlieue des grandes villes espagnoles. Des briques, des paravents de toutes les couleurs sur les balcons, des petits bars de quartier tous les 200 mètres, à l'enseigne d'un autre temps de préférence. Et des voitures partout, celles des résident·es, garées de façon anarchique, laissant bien peu de place aux piétons.

Sauf que depuis une semaine à Paiporta, les voitures sont à l'envers, éventrées, enchevêtrées les unes sur les autres, les bars fermés, et les murs en briques recouverts de boue.

La ville de 25 000 habitant·es, à deux pas de Valence, est devenue tristement célèbre. Les télévisions du monde entier y ont élu domicile, car c'est elle qui paie, selon les chiffres provisoires, le plus lourd tribut aux inondations qui ont touché la région, avec plus de 60 morts pour cette seule commune, sur les 210 victimes déclarées au total par les autorités. Elle est devenue le symbole d'une des pires catastrophes climatiques de l'Espagne moderne.



Des volontaires, dans les rues de Paiporta. © Photo Manuel Magrez pour Mediapart

Sur une vaste zone, au sud de Valence, une vague boueuse a déferlé, atteignant parfois deux mètres « *en seulement quinze minutes* », témoignent les riverain·es encore sous le choc. « *Mais à Valence même, il n'y a rien eu du tout* », avance une habitante, balai à la main pour nettoyer la boue qui s'est immiscée partout. C'est tant mieux pour la ville, mais cela l'interpelle.

Il faut dire que le contraste est saisissant. Dans la capitale régionale, les seuls indices du drame sont les routes périphériques bloquées par la police et le bruit des hélicoptères au loin. Dans le centre-ville, la vie continue. Les commerces sont ouverts, les touristes présent·es : aucune trace de boue ni d'inondation. Dans les discussions, en revanche, le drame est partout. Les Valencien·nes se demandent si l'alerte n'aurait pas pu être donnée plus rapidement, pourquoi au juste les secours mettent tant de temps à arriver.

## « Une occupation massive de zones inondables »

Tout s'est en vérité joué au sud de la ville, le long du Poyo. « *C'est une zone à risque, mais personne n'en avait vraiment conscience, car le lit de cette rivière est la plupart du temps à sec* », analyse Ana Camarasa Belmonte, directrice du département de géographie de l'université de Valence. Pour la professeure, « *la gravité de la catastrophe s'explique par les pluies d'une intensité jamais connue, pendant plusieurs heures* ». Mais en réalité, si le bilan est aussi lourd, c'est aussi parce qu'« *il y a eu beaucoup de constructions à proximité de la rivière, comme dans toute la zone métropolitaine de Valence* », explique-t-elle. « *Il y a une occupation massive de zones inondables* », qui a aggravé la situation.

« *Il y a déjà eu des inondations ici, par exemple en 1956* », retrace Yolanda Serrano, qui habite Paiporta depuis qu'elle y est née. Mais les implications humaines et les dégâts sont sans comparaison, « *car il y avait moins de voitures, moins d'immeubles, moins d'habitants* », se remémore-t-elle.



Une distribution spontanée d'eau, à Paiporta. © Photo Manuel Magrez pour Mediapart

Posée sur le pas de sa porte, les pieds dans la boue, Yolanda Serrano est encore un peu hagarde. Celle qui pourrait être retraitée mais gère toujours son entreprise familiale d'entretien est entourée de membres de sa famille, venus en urgence pour l'aider à tout débarrasser. La porte de son garage est bloquée, on aperçoit sa voiture pleine de boue, sans pouvoir la sortir.

Elle regarde vers le lit du Poyo, à peine 200 mètres plus loin. « *De l'autre côté du pont, c'est un quartier assez récent. Les immeubles ont poussé. Les gens qui s'y sont installés, ils vivaient pour la plupart à Valence et sont venus ici parce que les loyers devenaient trop chers* », explique-t-elle.

Ici, les gens ont tout perdu. Leurs meubles pour ceux qui habitaient au rez-de-chaussée, leur voiture. Et puis ils ont perdu leur travail.

Ricardo Verdejo, élu de la commune d'Alfajar

« *Comme toujours, se sont les plus modestes qui paient le prix fort* », analyse Carlos Arriba Ugarte, porte-parole de la branche valencienne d'Écologistes en action, un mouvement présent dans toute l'Espagne. Car « *toutes les villes qui ont été touchées sont des villes de banlieue modeste. Des villes qui votent plutôt à gauche, des cités de travailleurs* ». Pour le militant, il n'y a là rien d'étonnant : « *C'est connu, les catastrophes naturelles, aggravées par le réchauffement climatique, touchent et toucheront davantage les classes populaires. C'est un phénomène auquel il faut se préparer.* »

Pour Ricardo Verdejo, en revanche, l'heure n'est pas encore à l'après, au long terme. Des gens sans solution de relogement, il en croise des milliers. Veste jaune fluo aux couleurs de la mairie d'Alfajar, il chapeaute le centre de distribution, installé entre les murs du collège, collé au centre commercial. À midi, la queue atteint une cinquantaine de mètres, bénévoles et employé·es de la municipalité s'affairent de tous côtés.

L'élu socialiste doit gérer l'arrivée du stock de denrées, d'eau, de produits d'hygiène. « *Ici, les gens ont tout perdu. Leurs meubles pour ceux qui habitaient au rez-de-chaussée, leur voiture* », énumère l'élu. Regardant au loin, vers le grand bâtiment en tôle bleu électrique, il reprend : « *Et puis ils ont perdu leur travail, ce centre commercial employait beaucoup de monde.* »

## Catastrophe sociale

En plus des grandes entreprises, des milliers d'emplois seraient menacés par la destruction par l'eau des commerces, des lieux de travail d'artisans et de petites entreprises, selon le syndicat des indépendant·es. La situation est telle qu'un centre de distribution ne suffit pas pour la commune d'Alfajar. Un peu plus loin, en hauteur, c'est Javier Francès qui gère. Pantalon cargo plein de boue, chaussures de sport, le curé a abandonné le col romain. « *En ce moment, on essaie de stabiliser la situation des familles, mais on va avoir un très long travail avec les paroisses pour aider sur le long terme* », avertit le religieux.

Toute la région s'est lancée dans ce « *travail social* », « *qui ne va pas prendre des mois, mais des années* », craint Gonçal Bravo. Le militant syndical est surtout préoccupé par la situation d'un quartier d'Alfajar « *où vivent beaucoup de travailleurs, d'immigrés, de personnes particulièrement précaires* ». Alors, depuis la Maison ouvrière du centre-ville de Valence, qui grouille de monde ces temps-ci, des voitures partent régulièrement vers le quartier, remplies de militant·es et d'aide en tout genre. « *Dans ce quartier, le chômage est d'environ 15 %. Pendant l'explosion de la bulle immobilière, en 2008, il avoisinait les 30 %* », explique le professeur de mathématiques, inquiet.



Des volontaires, sur le pont enjambant le Poyo, à Paiporta. © Photo Manuel Magrez pour Mediapart

« Cette partie de la métropole de Valence, qui a été inondée, est particulièrement abandonnée par les pouvoirs publics », dénonce-t-il. Selon lui, « le risque d'inondation était connu, certains projets sont dans les cartons depuis quarante ans pour protéger ces villes, mais les fonds n'ont jamais été débloqués ». Il a particulièrement en tête celui d'un canal censé soulager le Poyo, à l'origine des inondations, en le reliant au fleuve Turia, capable d'absorber un débit de 5 000 mètres cubes d'eau par seconde.

C'est ce même fleuve Turia, qui traversait Valence par son centre-ville, qui a été déplacé après [l'inondation de 1957](#) au sud de la ville, pour la protéger. Et c'est lui, sur son lit artificiel, qui a servi de zone tampon entre les villes sinistrées et Valence. Alors Garça Bravo se dit que ce projet, s'il avait été mené à bien, aurait pu éviter au moins une partie de toutes ces vies perdues.

## Assurances défailtantes

Mais c'est trop tard. Dans l'immédiat, les sinistrés ont d'autres préoccupations. « J'ai une collègue dont l'assurance ne prendra pas en charge sa voiture car elle a plus de cinq ans », dénonce le professeur de collège. Si le consortium public d'assurances est alors tenu de prendre le relais de l'indemnisation, elle ne sera pas à la même hauteur.

C'est sans doute pour cette raison qu'au fur et à mesure que les engins de BTP, chargés de dégager les amoncellements de véhicules bloquant toujours les rues, investissent les villes après avoir débarrassé les autoroutes, certains automobilistes tentent le tout pour le tout, parfois avec un brin de déni. À Sedavi, les messages pullulent sur les pare-brise : « *Ne pas retirer, il se peut qu'elle fonctionne* », est-il par exemple écrit à la boue séchée sur les vitres d'une citadine, dont la marque de boue atteint le haut du capot.

Partout, le marathon des assurances a commencé. Alors que l'agence d'un de ces assureurs, à Chava, vient tout juste d'être nettoyée, un bureau de fortune est installé pour recevoir les assuré·es. Miche de pain fraîchement retirée au centre de distribution alimentaire sous le bras, Francisco Mañez attend patiemment son tour, dans la rue principale de la ville, à quelques encablures du sommet de la montagne. La ville a été éventrée en son centre, par la rivière qui la traverse. La gigantesque cicatrice restera dans la tête des habitant·es. Les immeubles sur son bord ont été évacués, les architectes missionnés par l'État craignant leur effondrement d'une heure à l'autre. Mais après tout, c'est déjà passé, on ne peut rien y faire.

À lire aussi

### [Inondations en Espagne : la catastrophe climatique est devenue humanitaire](#)

3 novembre 2024

Ce qui inquiète le résident de cette ville « *modeste, d'agriculteurs et d'ouvriers* », qui lui-même travaille dans les champs un peu plus bas, c'est qu'il sait très bien que certains de ceux et celles qui ont tout perdu ici n'ont pas assuré leur habitation, faute de moyens. Selon lui, « *ici, il y a bien 25 % de résidences non assurées* ». Une estimation au doigt mouillé, mais à peu de chose près fidèle au [taux connu pour la région](#). Pour remédier à la crise dans la crise, qui pointait le bout de son nez, le gouvernement de Madrid a promis, mardi 5 novembre, que tout le monde serait aidé financièrement, par l'État s'il le faut, pour remettre en état les habitations.

Au quotidien, alors que certaines rues commencent, à force de travail acharné, à montrer de nouveau leur asphalte, les sinistré·es se posent maintenant une question. Comment gagner sa vie ?

Fabián, habitant d'Alfajar, est devenu l'un des visages de la détresse sociale qui arrive. Tout le monde ici a vu son interview, diffusée sur la télévision publique espagnole. « *Mon chef m'a appelé ce matin à 7 heures, irrité, me demandant pourquoi je n'étais pas au travail. J'ai regardé et, sans ma voiture, détruite, j'ai deux heures et demie de trajet à pied* », explique l'électricien. Alors, même s'il était plus utile à aider ses voisins dans son quartier sinistré, il a fait la route.

Fabián n'a, en fait, pas vraiment le choix : « *Le lieu de travail de ma femme a été détruit par les inondations. Je suis la seule source de revenu de la famille. [...] Je ne peux pas me permettre de perdre mon travail.* »

[Manuel Magrez](#)